



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**

**COMITÉ DU CODEX SUR LES ADDITIFS ALIMENTAIRES**

**Quarante-neuvième session**

**11-15 mai 2026**

**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA NORME GÉNÉRALE SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRE-EMBALLÉES (CXS 1- 1985): DISPOSITIONS RELATIVES AUX ALIMENTS PRÉSENTÉS EN EMBALLAGES GROUPÉS Y COMPRIS PRÉSENTATION COMMUNE (ÉTAPE 4)**

(Préparé par le groupe de travail électronique présidé par la Colombie et coprésidé par le Canada, l'Inde et la Jamaïque)

Les membres du Codex et les observateurs souhaitant soumettre des constations sur les directives provisoires figurant à l'annexe I doivent le faire conformément aux instructions énoncées dans la lettre circulaire CL 2026/08-FL disponible sur la page web du Codex/lettres circulaires : [Error! Hyperlink reference not valid.](#)

**INTRODUCTION**

1. Lors de la 47e session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL47, 2023), les membres ont examiné le document de projet et sont convenus d'entamer de nouveaux travaux sur l'étiquetage des aliments vendus en format d'une présentation commune et en emballages multiples. Le CCFL47 a également créé un groupe de travail électronique (GTE), présidé par la Colombie et co-présidé par la Jamaïque, afin de préparer une version provisoire de texte qui sera examiné lors du CCFL48.
2. Le CCFL48 a examiné le projet de dispositions proposé relatif aux aliments vendus en format de présentation commune et en emballages multiples, l'a renvoyé aux étapes 2/3 pour un examen plus approfondi. Le Comité a aussi rétabli un groupe de travail électronique (GTE), présidé par la Colombie et coprésidé par le Canada, l'Inde et la Jamaïque, afin de poursuivre l'élaboration des directives qui tiennent compte des discussions et des observations écrites soumises lors de la session, en vue de leur diffusion pour observations à l'étape 3 et de leur examen par le CCFL49.
3. Le travail porte sur la manière dont la *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (NGÉDAP) s'applique aux aliments préemballés vendus comme une unité de vente unique et composés de plusieurs unités, identiques ou différentes, préemballées individuellement qui peuvent être consommées ensemble ou séparément. Des exemples comprennent des produits préemballés constitués de :
  - denrées alimentaires préemballées individuellement destinées à être consommées séparément, telles qu'un emballage multiple de portions individuelles de yaourt de mêmes ou de différentes saveurs;
  - denrées alimentaires préemballées individuellement destinées à être combinées ou consommées ensemble, telles qu'un ensemble à tacos comprenant des tortillas, un assaisonnement et des haricots.

**MANDAT**

4. Le GTE a eu pour mandat de ce qui suit :
  - élaborer un texte provisoire visant à clarifier la manière dont les exigences obligatoires en matière d'étiquetage s'appliquent aux aliments vendus en format de présentation commune et en emballages multiples;
  - examiner s'il est nécessaire d'apporter des modifications aux définitions énoncées dans la Norme;
  - analyser les révisions possibles des dispositions relatives au contenu net, à l'indication de la date et à la liste des ingrédients pour ces formats.

## PARTICIPATION ET MÉTHODOLOGIE

5. Au total, 19 membres du Codex et 8 observateurs ont formulé des constatations au cours de deux cycles de consultation au sein du GTE<sup>1</sup>.

### RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS

#### Consultation — première série

6. La première consultation a proposé l'ajout d'une nouvelle section (8.1.3.1) visant à clarifier la manière dont les exigences obligatoires en matière d'étiquetage s'appliquent aux aliments vendus en format d'emballage multiple ou en présentation commune. Deux options de formulation pour la section 8.1.3.1 ont été proposées, toutes deux ayant le même objectif. Lors de cette première série de consultations, des avis ont également été sollicités sur les points suivants: la nécessité de formuler de nouvelles définitions; la possibilité d'introduire des dispositions supplémentaires relatives au contenu net, à l'indication de la date et à la liste des ingrédients; ainsi que la question de savoir si l'étiquetage des emballages intérieurs relève du champ d'application de ces travaux.

7. Principaux résultats:

- La plupart des membres sont convenus que la NGEDAP s'applique déjà à l'étiquetage des denrées alimentaires vendues en format de présentation commune et en emballages multiples, tout en soutenant l'ajout d'un texte de clarification ou en ne s'y opposant pas.
- Disposition générale à la section 8.1.3.1: la plupart des membres du GTE ont appuyé l'objectif de la section, une majorité privilégiant la formulation de l'option 1 pour à conformité à la structure existante de la norme et pour des raisons de clarté.
- Définitions: La majorité des membres ont appuyé la proposition selon laquelle de nouvelles définitions ou des mises à jour des définitions existantes n'étaient pas nécessaires, compte tenu de la formulation proposée de la section 8.1.3.1, laquelle intègre directement la signification des emballages multiples et des aliments vendus en format de présentation commune dans la disposition. En conséquence, aucune nouvelle définition n'a été élaborée. Cette approche permettra d'éviter des modifications de définitions invétérées, susceptibles d'entraîner des effets imprévus.
- Emballages intérieurs: Presque tous les membres du GTE sont convenus que l'étiquetage des emballages intérieurs ne relève pas du champ d'application de ces travaux. La plupart des membres ont estimé que ce volet de travail devrait être limité à l'emballage extérieur des denrées alimentaires vendues en emballages multiples ou en format de présentation commune et qu'il ne devrait pas couvrir l'étiquetage des emballages intérieurs qui ne sont pas vendus individuellement aux consommateurs.

Les réponses sur ce point ont également mis en évidence des divergences de vues quant à la question de savoir si la définition de «récipient» dans la Norme s'applique uniquement à l'emballage extérieur. Certains membres du GTE ont noté que cette définition inclut les emballages, et que la section 8.1.3 fait référence à la fois aux emballages et aux unités intérieures en tant que récipients. Il a également été précisé que, lorsque les unités intérieures sont vendues individuellement ou destinées à la vente individuelle, elles sont considérées comme des aliments préemballés conformément à la Norme et doivent satisfaire à l'ensemble des exigences d'étiquetage.

- Les membres ont exprimé des avis divergents concernant les nouvelles dispositions proposées relatives au contenu net, à l'indication de la date et à la liste des ingrédients, lesquels sont résumés ci-dessous.

#### Consultation — deuxième série

8. Lors de la deuxième consultation, on a présenté une synthèse des commentaires reçus ainsi qu'un texte révisé pour la section 8.1.3.1 (étiquetage de l'emballage extérieur), la section 4.3.4 (contenu net), la section 4.7.1 (indication de la date) et la section 4.2.1 (listes d'ingrédients et mises en garde sur les allergènes). Les commentaires spécifiques sur chacune de ces propositions sont résumés dans les sections respectives ci-dessous.

9. Sur la base des réponses aux questions soulevées à la première consultation, aucune nouvelle définition n'a été proposée, et la deuxième consultation a porté uniquement sur l'étiquetage de l'emballage extérieur vendu comme aliments préemballés vendus en format d'une présentation commune et en emballages multiples, et non sur les emballages intérieurs.

---

<sup>1</sup> Pays : Australie, Belgique, Brésil, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Équateur, Égypte, Union européenne, Guatemala, Inde, Indonésie, Jamaïque, Japon, Corée, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Philippines, Russie, Arabie saoudite, Singapour, Thaïlande, Pays-Bas, Turquie, Royaume-Uni, États-Unis, Uruguay Organisations observatrices / ONG: , ALAIAB, Association des sociétés européennes de la maladie cœliaque, EFAD (Fédération européenne des associations de diététiciens), FoodDrinkEurope, Food Industry Asia, ICGA (Association internationale du chewing-gum), ICA (Association internationale de la confiserie), ICGMA (Conseil international des associations de fabricants de produits alimentaires), Conseil international des associations de boissons.

10. Un résumé complet des discussions est fourni à l'annexe II, à titre d'information.

## CONCLUSIONS

11. Le GTE a fait progresser les travaux visant à élaborer des projets de mises à jour de la *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (NGÉDAP) pour les aliments vendus en format d'une présentation commune et en emballages multiples. Bien que la majorité des membres conviennent que les dispositions existantes de la NGÉDAP s'appliquent à ces produits, un accord général se dégage sur le fait que des précisions supplémentaires pourraient améliorer la clarté et favoriser une interprétation cohérente.

12. Les consultations ont mis en évidence un large soutien en faveur de l'introduction d'une nouvelle sous-section à la section 8 afin de préciser la manière dont les renseignements obligatoires d'étiquetage applicables aux aliments préemballés vendus en format d'une présentation commune et en emballages multiples devraient être fournis, soit sur l'emballage extérieur, soit de manière visible et lisible sur les emballages individuels constituant le récipient.

13. Des projets de modifications ont également été élaborés pour le contenu net, l'indication de la date et la liste des ingrédients, afin de tenir compte des spécificités de ces types d'aliments. Pour ces dispositions, le président et les coprésidents du GTE ont travaillé à répondre aux observations des membres, qui allaient de la recherche d'une plus grande flexibilité à une approche plus prescriptive.

14. La très grande majorité des membres du GTE sont convenus que les emballages intérieurs non destinés à la vente individuelle ne relèvent pas du champ d'application de ces travaux. La majorité des membres a également soutenu l'approche consistant à décrire ces denrées à la section 8.1.3.1 plutôt que d'établir de nouvelles définitions.

## RECOMMANDATIONS

15. Le CCFL49 est invité à examiner:
- (i) les projets de modifications de la *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) (NGÉDAP), sections 4.2.1, 4.3.4, 4.7.1 et 8.1.3.1, afin d'y inclure les dispositions relatives aux formats de présentation commune et d'emballage multiple figurant à l'annexe I; et
  - (ii) la nécessité de conserver ou non le texte entre crochets figurant à la section 8.1.3.1.
16. Le CCFL49 est également invité à noter que les emballages intérieurs non destinés à la vente individuelle ne seront pas pris en compte dans le champ d'application de ces travaux, et que, s'ils sont vendus individuellement, ils doivent se conformer à l'ensemble des exigences de la Norme.

**MODIFICATIONS APPORTÉES A LA NORME GÉNÉRALE SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES (CXS 1- 1985): DISPOSITIONS RELATIVES AUX ALIMENTS PRÉSENTÉS EN EMBALLAGES GROUPÉS Y COMPRIS PRÉSENTATION COMMUNE**

**(ÉTAPE 4)**

(Le nouveau texte proposé pour CXS 1-1985 est indiqué en **gras et souligné**)

**4.2** *Liste des ingrédients*

**NOUVEAU** Texte apparaissant après le texte existant au point 4.2.1:

**4.2.1 (bis) Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1, des listes d'ingrédients distinctes pour chaque type d'aliment préemballé individuellement constituant le récipient, ou une liste d'ingrédients combinés, sont déclarées, selon le cas, en fonction de la nature de la denrée et selon que les denrées alimentaires préemballées individuellement sont destinées à être consommées séparément ou ensemble.**

**4.3** *Contenu net et poids égoutté*

**4.3.4 Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1 et destinées à être consommées séparément, le contenu net est déclaré en indiquant;**

- **le contenu net total de la denrée alimentaire préemballée vendue comme une unité de vente unique; ou**
- **le nombre de denrées alimentaires préemballées individuellement par type et leur contenu net respectif, soit sur l'emballage extérieur, soit sur les aliments préemballés individuellement constituant le récipient, à condition qu'elles puissent être facilement comptées et que leur contenu net par type soit clairement identifiable et lisible.**

**4.7** *Indication de la date et instructions d'entreposage*

**4.7.1** Sauf disposition contraire d'une norme Codex individuelle, l'indication de la date suivante s'applique, sauf si la section 4.7.1 (vii) s'applique:

**4.7.1 (vi) bis: Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1, la date de durabilité minimale, la date limite de consommation, ou la date de péremption est indiquée comme la date la plus rapprochée des denrées alimentaires préemballées individuellement constituant le récipient (lorsqu'elles diffèrent). Lorsque les unités intérieures comportent plusieurs types de dates, la date la plus rapprochée ainsi que la date limite de consommation ou de péremption la plus rapprochée sont indiquées, sauf si la date limite de consommation ou de péremption est déjà la plus rapprochée.**

**8. PRÉSENTATION DES RENSEIGNEMENTS OBLIGATOIRES**

**8.1** *Renseignements généraux*

**8.1.3** Lorsque le récipient est recouvert d'un emballage extérieur, celui-ci doit porter les renseignements nécessaires ou l'étiquette apposée sur le récipient doit être clairement lisible à travers l'emballage extérieur ou ne pas être occultée par celui-ci.

**8.1.3.1 Un récipient de denrée alimentaire préemballée vendu comme une unité de vente unique et composé de plusieurs aliments identiques ou différents préemballés individuellement, destinés à être consommés ensemble ou séparément, doit comporter sur l'emballage extérieur les renseignements d'étiquetage obligatoires pour ce récipient, tels que définis aux sections 4 et 5, sauf si ces renseignements sont clairement lisibles et discernables sur au moins un exemplaire de chaque type de denrée alimentaire préemballée individuellement constituant le récipient.**

**[a. Toute information d'étiquetage obligatoire pour la denrée alimentaire préemballée vendue comme unité de vente unique et différente de celle figurant sur les denrées alimentaires préemballées individuellement constituant le récipient doit apparaître sur l'emballage extérieur. (p. ex: lorsque le nom et l'adresse requis par la section 4.4 pour la denrée alimentaire préemballée vendue comme unité de vente unique sont différents de ceux figurant sur les unités intérieures préemballées individuellement, le nom et l'adresse du conditionneur, distributeur, importateur, exportateur ou vendeur de l'unité unique doivent apparaître sur l'emballage extérieur.)]**

## RÉSUMÉ COMPLET DE LA DISCUSSION

### **Disposition générale relative à l'étiquetage des aliments vendus en format d'une présentation commune et en emballages multiples (nouvelle section 8.1.3.1)**

Lors de la deuxième consultation, on a présenté une version révisée de la section 8.1.3.1, fondée sur la préférence des membres du GTE pour l'option 1 exprimée lors de la première consultation, ainsi que d'autres ajustements de formulation visant à améliorer la clarté.

La nouvelle section proposée a pour objectif de garantir que toute information obligatoire relative à une denrée alimentaire préemballée vendue comme une unité de vente unique (comme un aliment vendu en format d'une présentation commune et en emballages multiples):

- Est facilement accessible, en étant:
  - visibles sur les unités intérieures, **ou**
  - appliquée au conteneur extérieur.
- et, dans tous les cas, soit fournie sur l'emballage extérieur lorsque les renseignements d'étiquetage obligatoires pour le produit diffèrent de ceux figurant sur les unités intérieures.

Version examinée lors de la deuxième consultation:

**8.1.3.1** *Un récipient de denrées alimentaires préemballées qui est vendu en tant qu'unité unique et qui se compose de plusieurs aliments identiques ou différents emballés individuellement, qu'ils soient destinés à être consommés ensemble ou séparément, inclura sur l'emballage extérieur les renseignements d'étiquetage obligatoires énoncés aux sections 4 et 5, sauf si:*

*a. l'emballage extérieur est transparent et que les renseignements d'étiquetage obligatoires sont clairement lisibles et discernables sur au moins un exemplaire de chaque type de denrée alimentaire préemballée individuellement constituant le récipient; et*

*b. en cas de différences entre les renseignements d'étiquetage obligatoires figurant sur les renseignements préemballés individuellement et ceux relatives à la denrée alimentaire préemballée vendue comme une unité de vente unique, seule l'information différente doit figurer sur l'emballage extérieur (par exemple, lorsque le nom et l'adresse du fabricant, etc., des aliments préemballés vendus comme une unité de vente unique diffèrent de ceux d'une ou de plusieurs des denrées alimentaires préemballées individuellement).*

### **Réponses des membres**

Les membres ont été invités à répondre par «oui» ou «non» à la question de savoir s'ils appuyaient le projet de section 8.1.3.1 ci-dessus. Bien que les réponses aient été partagées, la plupart des membres ont indiqué qu'ils appuyaient l'objectif général de la section 8.1.3.1.

La majorité des réponses négatives portaient sur la formulation de la disposition, en particulier la partie (b), et sur la question de savoir si celle-ci limite involontairement la flexibilité et ne s'articule pas avec l'énoncé chapeau. Quelques membres du GTE ont également exprimé d'autres préoccupations, notamment quant à la nécessité de rendre l'étiquetage des allergènes disponible sur les emballages intérieurs. Un membre a suggéré qu'il n'était pas nécessaire de préciser, à la partie (a), que l'emballage extérieur doit être transparent, mais simplement que les renseignements d'étiquetage obligatoires figurant sur les unités intérieures soient lisibles et discernables, ce qui pourrait être réalisé de différentes manières, notamment par des unités maintenues par une bande enveloppante laissant apparaître une partie de l'étiquetage, un emballage extérieur transparent, etc.

### **Proposition de voie à suivre:**

Une version révisée de la section 8.1.3.1 a été rédigée. Cette version tient compte du soutien général à l'objectif de la nouvelle section, tout en répondant aux observations selon lesquelles la formulation devait être clarifiée, au moyen des ajustements suivants:

- le terme «doit» est remplacé par «devrait», afin d'assurer la cohérence avec les autres textes du CCFL;
- la précision selon laquelle l'emballage extérieur doit être transparent est supprimée, étant donné qu'il peut exister d'autres moyens d'atteindre l'objectif de «lisible et discernable», déjà énoncé;
- les mots «pour ce récipient» sont ajoutés, et la disposition figurant auparavant à l'alinéa (b), relative aux différences entre l'étiquetage des unités intérieures et celui de l'emballage extérieur, est placée entre crochets. Cela s'explique par le fait que, s'il ressort clairement de la section 8.1.3.1 que les renseignements obligatoires à fournir sont ceux applicables au récipient constituant la denrée alimentaire préemballée vendue en présentation commune ou en format d'emballage multiple, il pourrait ne pas être nécessaire de préciser que

les renseignements qui diffèrent entre l'emballage extérieur et les unités intérieures doivent figurer sur l'emballage extérieur.

Il en résulte que, si les unités intérieures fournissent les renseignements applicables au récipient dans son ensemble, l'exigence sera considérée comme satisfaite; dans le cas contraire, les renseignements d'étiquetage devront figurer sur l'emballage extérieur. Par exemple, si le récipient renferme deux types de produits différents, toute information qui n'est pas déclarée sur l'emballage extérieur et qui est propre à chaque type de produit doit être visible sur au moins un exemplaire de chaque type de produit.

Pris ensemble, les ajustements ci-dessus devraient répondre aux préoccupations soulevées concernant la formulation initiale de la partie (b).

S'agissant des observations selon lesquelles la section 8.1.3.1 devrait préciser les exigences relatives à l'étiquetage des allergènes pour les unités intérieures, aucune modification n'a été apportée. Un large consensus s'était dégagé lors de la première consultation pour considérer que l'étiquetage des unités intérieures ne relève pas de ce volet de travaux. En outre, la section 8.1.3.1 porte sur l'étiquetage de l'ensemble de la denrée alimentaire préemballée (en format d'une présentation commune et en emballages multiples), et il serait complexe d'y intégrer également des dispositions relatives à l'étiquetage des unités intérieures.

#### **Projet révisé:**

**8.1.3.1** Un récipient de denrée alimentaire préemballée vendu comme une unité de vente unique et composé de plusieurs aliments identiques ou différents préemballés individuellement, destinés à être consommés ensemble ou séparément, doit comporter sur l'emballage extérieur les renseignements d'étiquetage obligatoires pour ce récipient, tels que définis aux sections 4 et 5, sauf si cette information est clairement lisible et discernable sur au moins un exemplaire de chaque type de denrée alimentaire préemballée individuellement constituant le récipient.

[a. Toute information d'étiquetage obligatoire pour la denrée alimentaire préemballée vendue comme unité de vente unique et différente de celle figurant sur les denrées alimentaires préemballées individuellement constituant le récipient doit apparaître sur l'emballage extérieur. (p. ex: lorsque le nom et l'adresse requis par la section 4.4 pour la denrée alimentaire préemballée vendue comme unité de vente unique sont différents de ceux figurant sur les unités intérieures préemballées individuellement, le nom et l'adresse du conditionneur, distributeur, importateur, exportateur ou vendeur de l'unité unique doivent apparaître sur l'emballage extérieur)].

#### **Section 4.3.4 — Contenu net**

Au cours des deux cycles de consultation au sein du GTE, le soutien à l'inclusion d'une disposition supplémentaire relative à l'étiquetage du contenu net des aliments vendus en format d'une présentation commune et en emballages multiples a été partagé. Certains membres du GTE ont indiqué que l'ajout d'un nouveau texte fournirait des renseignements utiles aux consommateurs, tandis que d'autres l'ont jugé inutile et peu flexible.

La deuxième consultation a sollicité des observations sur le projet de disposition suivant:

**4.3.4** *Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1 et destinées à être consommées séparément, le nombre d'aliments préemballés individuellement par type, ainsi que leur contenu net respectif, doivent être indiqués sur le récipient de la denrée alimentaire préemballée, à proximité de la déclaration du contenu net. Par exemple, «600 mL (3 unités de 200 mL)» ou «600 mL (2 unités de 100 mL et 2 unités de 200 mL)». Cela ne s'applique pas si, nonobstant la section 8.1.3.1, le nombre de denrées alimentaires préemballées individuellement peut être facilement compté à travers l'emballage extérieur transparent et que leurs quantités nettes par type peuvent être facilement identifiées.*

#### **Commentaires des membres**

Des avis favorables et défavorables ont été exprimés à l'égard du projet de disposition ci-dessus, avec une proportion plus élevée d'oppositions que de soutiens. Parmi les raisons invoquées par les membres s'opposant à l'idée figuraient le manque de flexibilité, l'introduction d'une exigence d'étiquetage supplémentaire jugée contraignante, l'absence d'harmonisation avec les exigences de certains pays, ainsi que des difficultés techniques pour se conformer à la proposition. Toutefois, de nombreux membres opposés ont indiqué qu'ils pourraient appuyer la disposition si une plus grande flexibilité était prévue. À l'inverse, quelques membres ont suggéré de réduire la flexibilité en supprimant ou en modifiant l'exemption prévue dans le projet de texte concernant les aliments préemballés individuellement facilement dénombrables. Deux membres ont exprimé une préférence pour la suppression de l'ensemble de la disposition, et un membre a estimé que cette disposition serait mieux placée à la section 8.

### Proposition de voie à suivre

Les présidents et coprésidents du GTE reconnaissent que, pour parvenir à un consensus sur une nouvelle disposition relative au contenu net, celle-ci devra être plus flexible et ne pas introduire d'exigences d'étiquetage supplémentaires. Le projet précédent exigeait à la fois l'indication du contenu net total ainsi que du nombre d'unités individuelles et de leur contenu net. Le nouveau projet introduit une plus grande flexibilité en offrant la possibilité de déclarer le contenu net selon l'une ou l'autre de ces modalités, tout en apportant des précisions sur la manière de déclarer le contenu net pour ce type de denrée alimentaire préemballée. La proposition révisée permettrait que l'une quelconque des déclarations suivantes satisfasse aux exigences relatives au contenu net:

- 600 ml (3 unités de 200 ml)
- 3 x 200 ml
- 600 ml

Une ou plusieurs des options ci-dessus pourraient être utilisées pour satisfaire aux exigences relatives au contenu net. Il importe de noter qu'une déclaration du contenu net est requise pour les denrées alimentaires vendues sous ces formats, indépendamment de l'ajout ou non de précisions dans la Norme quant à la manière de la présenter. En outre, le contenu net total du produit en présentation commune ou en emballage multiples sera toujours différent du contenu net des unités individuelles qui composent le récipient.

#### **Projet révisé:**

**4.3.4** Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1 et destinées à être consommées séparément, le contenu net doit être déclaré en indiquant:

- le contenu net total de la denrée alimentaire préemballée vendue comme une unité de vente unique; ou
- le nombre de denrées alimentaires préemballées individuellement par type ainsi que leur contenu net respectif, soit sur l'emballage extérieur, soit sur les aliments préemballés individuellement constituant le récipient, à condition qu'elles puissent être facilement dénombrées et que leur contenu net par type soit clairement discernable et lisible.

### **Section 4.7.1 — Indication de la date**

Un projet de disposition relatif à l'indication de la date pour les aliments vendus en format d'une présentation commune et en emballages multiples a été inclus dans les deux cycles de consultation. Lors de la première série, une majorité de membres du GTE a soutenu le projet de disposition, avec certaines propositions d'ajustement de la formulation qui ont été intégrées dans la deuxième série. La proposition suivante a été examinée lors de la deuxième consultation:

*4.7.1 (vi) bis: Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1, la manière de fournir l'indication de la date consiste soit à déclarer, sur l'emballage extérieur, la date de l'unité préemballée individuelle présentant l'indication de date la plus rapprochée, soit, nonobstant la section 8.1.3.1 (b), à s'assurer qu'au moins la date la plus rapprochée soit visible sur les unités intérieures.*

#### **Commentaires des membres**

De manière générale, la plupart des contributeurs ont soutenu pleinement la proposition ou se sont déclarés favorables à cette disposition sous réserve de modifications rédactionnelles mineures. Deux membres et deux observateurs ont proposé de préciser les types d'indications de date auxquels cette section s'appliquerait. Trois observateurs et un membre ont exprimé des préoccupations concernant l'option consistant à rendre visible la date la plus proche à travers l'emballage extérieur, en raison de possibles problèmes de lisibilité (par exemple liés à la taille de la police ou aux mouvements des unités à l'intérieur de l'emballage).

Un membre a soulevé la question de l'application de la disposition dans le cas où un emballage multiple serait composé d'unités intérieures portant des types d'indications de date différents (par exemple, certaines avec une date de durabilité minimale et d'autres avec une date limite de consommation), ainsi que le risque que les consommateurs n'aient pas accès à des renseignements essentiels pour la sécurité sanitaire des aliments. Ce même membre a estimé que la section 4.7.1 de la NGÉDAP existante couvre déjà l'ensemble des situations relatives aux emballages multiples.

Un membre n'a pas soutenu la disposition, mais s'est déclaré favorable à l'objectif général si celui-ci était intégré à la section 8. D'autres modifications rédactionnelles ont été proposées par plusieurs membres.

### Proposition de voie à suivre

Compte tenu du fait que la plupart des membres du GTE ont soutenu cette disposition, il est proposé de la maintenir, avec des ajustements de formulation consistant à remplacer l'expression « indication de la date » par le type de date concerné, par exemple : date de durabilité minimale, date limite de consommation ou date

de péremption. Pour répondre aux observations relatives à la lisibilité, le terme «visible» est remplacé par «clairement discernable et lisible».

S'agissant de la question des types de dates mixtes, il est entendu que les consommateurs peuvent appliquer différemment les dates de sécurité (date limite de consommation, date de péremption) et les dates de qualité (date de durabilité minimale, meilleure avant). Par exemple, les consommateurs peuvent être plus enclins à acheter une denrée proche de sa date de durabilité minimale, voire après celle-ci, tout en souhaitant disposer de davantage de temps pour consommer le produit avant une date de sécurité.

Dans la mesure où il peut, dans certains cas, arriver que la date de durabilité minimale soit antérieure à la date de sécurité, le projet révisé précise que la date de sécurité (date limite de consommation ou date de péremption) doit toujours être indiquée, même lorsqu'elle n'est pas la date la plus rapprochée parmi les denrées alimentaires vendues en format d'une présentation commune et en emballages multiples

**Projet révisé:**

**4.7.1 (vi) bis:** Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1 : la date de durabilité minimale, la date limite de consommation, la date limite de consommation ou la date de péremption doit être indiquée comme la date la plus rapprochée des denrées alimentaires préemballées individuellement constituant le récipient (lorsqu'elles diffèrent). **Lorsque les unités intérieures comportent plusieurs types d'indications de date, la date la plus rapprochée ainsi que la date limite de consommation ou la date de péremption la plus rapprochée doivent être indiquées, sauf si la date limite de consommation ou de péremption est déjà la date la plus rapprochée.**

### **Section 4.2.1 — Listes d'ingrédients**

Le GTE a consulté l'ajout d'une disposition à la section 4.2.1 afin de préciser que les emballages multiples composés de denrées alimentaires destinées à être consommées séparément devraient comporter des listes d'ingrédients et des mises en garde sur les allergènes distinctes pour ces denrées, tandis que les aliments à être consommés ensemble pourraient déclarer les ingrédients et les allergènes soit séparément, soit sous la forme d'une liste d'ingrédients composite unique.

Les rétroactions issues de la première consultation ont indiqué un soutien important à l'objectif de la proposition, avec des observations soulignant notamment qu'elle comble une lacune pour ce type de produit et qu'elle contribuera à permettre aux consommateurs de faire des choix sûrs et éclairés. Certains répondants ont suggéré que des listes d'ingrédients individuelles devraient toujours être exigées, même pour des denrées préemballées individuellement destinées à être consommées ensemble. Parmi la minorité n'ayant pas soutenu l'ajout proposé, les membres concernés ont privilégié une approche plus flexible permettant, en toutes circonstances, une liste d'ingrédients séparés ou combinés pour ces denrées.

Des observations ont également été formulées concernant l'inclusion des «mises en garde sur les allergènes» dans la section 4.2.1, avec des suggestions selon lesquelles cela pourrait réduire la flexibilité prévue à la section 8.3 relative à l'emplacement de la déclaration des allergènes. Afin de répondre à cette préoccupation, la mention «le cas échéant, conformément à la section 8.3» a été ajoutée au dernier projet.

Le projet le plus récent soumis à consultation était le suivant:

4.2.1 Sauf pour les denrées alimentaires à ingrédient unique, une liste d'ingrédients doit être indiquée sur l'étiquette. (*texte existant*)

*Nouveau texte:*

a) *Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1 et destinées à être consommées séparément (par exemple, contenant différent types de barres de céréales préemballées individuellement), des listes d'ingrédients et des mises en garde sur les allergènes distinctes, le cas échéant, conformément à la section 8.3, doivent être indiquées sur l'étiquette du récipient de la denrée alimentaire préemballée, pour chaque type de denrée alimentaire préemballée individuellement.*

b) *Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1 et destinées à être consommées ensemble (par exemple, un ensemble de repas contenant des tortillas, une sauce et un assaisonnement préemballés individuellement), des listes d'ingrédients et des mises en garde sur les allergènes, le cas échéant conformément à la section 8.3, soit séparées, soit combinées en une seule liste et déclaration d'allergènes, doivent être indiquées sur l'étiquette du récipient de la denrée alimentaire préemballée.*

### **Commentaires des membres**

En réponse à la deuxième consultation, une majorité de membres du GTE a indiqué qu'ils soutiennent l'objectif des ajouts proposés à la section 4.2.1, avec certaines suggestions concernant l'emplacement ou la formulation. Quatre membres supplémentaires, bien qu'initialement défavorables à la proposition, ont indiqué qu'ils soutiendraient l'objectif sous réserve de modifications rédactionnelles. Parmi ceux-ci, certains ont demandé que le contenu relatif aux allergènes soit déplacé à la section 8, ou ont estimé qu'il était déjà couvert par la section 8 et ne nécessitait pas de texte additionnel. Les membres n'ayant pas soutenu l'objectif de la proposition se répartissaient en deux catégories:



- Trois membres du GTE ont indiqué qu'ils souhaiteraient que des listes d'ingrédients distinctes soient toujours fournies, même pour les unités individuelles destinées à être consommées ensemble,
- Deux membres estiment que la proposition réduit la flexibilité et impose une exigence supplémentaire plutôt que de clarifier l'application des dispositions existantes, et que la formulation actuelle, plus souple, de la Norme est suffisante.

Des observations ont également été formulées concernant les références aux mises en garde sur les allergènes dans cette section, ainsi que la question de savoir si l'ajout de la mention «le cas échéant, conformément à la section 8.3» répond aux préoccupations soulevées lors du cycle de consultation précédent. De nombreux membres ont exprimé des réserves quant à l'inclusion des mises en garde sur les allergènes dans l'ajout proposé à la section 4.2.1, pour les raisons suivantes:

- il était difficile de parvenir à un consensus sur les dispositions relatives aux mises en garde sur les allergènes à la section 8.3 et ce volet de travail pourrait rouvrir ces discussions;
- la section 4.2.1 porte sur la liste des ingrédients et il est incohérent, au regard de la structure de la Norme, d'y faire référence aux mises en garde sur les allergènes;
- l'inclusion des mises en garde sur les allergènes dans cette section crée de la confusion;
- les implications de cette inclusion n'ont pas été pleinement évaluées.

De nombreux autres membres ont toutefois soutenu l'ajout de la mention «le cas échéant, conformément à la section 8.3» afin de clarifier que la section 8.3 continue de s'appliquer aux mises en garde sur les allergènes.

Des recommandations ont également été formulées visant à supprimer les exemples de la disposition. Un membre a suggéré que l'ensemble de la disposition soit transféré à la section 8 de la Norme.

### Proposition de voie à suivre

Bien qu'un soutien important ait été exprimé à l'égard de l'objectif de la disposition, les membres opposés ont exprimé des points de vue divergents, certains demandant davantage de flexibilité et d'autres une approche plus prescriptive. Il est généralement reconnu que, selon le type d'aliments vendus en format d'une présentation commune et en emballages multiples, des listes d'ingrédients individuelles pour les denrées préemballées séparément constituant le produit, **ou** une liste d'ingrédients combinée unique, peuvent constituer des options appropriées. Afin d'apporter de la clarté sur ces options tout en permettant une certaine flexibilité aux autorités compétentes, le projet révisé supprime une partie des précisions relatives au choix du type de liste d'ingrédients selon les situations. En outre, les exemples ont été supprimés de la disposition sur la base des observations reçues.

En ce qui concerne les mises en garde sur les allergènes, celles-ci ont été retirées de l'ajout proposé à la section 4.2.1 à la suite de plusieurs observations indiquant qu'elles ne relèvent pas de cette section. Les dispositions de la section 8.3 couvrent les mises en garde sur les allergènes pour toutes les denrées alimentaires préemballées, y compris celles vendues en format de présentation commune et en emballages multiples.

#### Projet révisé:

**4.2.1 (texte existant)** Sauf pour les denrées alimentaires à ingrédient unique, une liste d'ingrédients doit être indiquée sur l'étiquette.

**NOUVEAU Texte: (a)** Pour les denrées alimentaires préemballées visées à la section 8.1.3.1, des listes d'ingrédients distinctes pour chaque type de denrée alimentaire préemballée individuellement constituant le contenant, ou une liste d'ingrédients combinée, doivent être déclarées, selon le cas, en fonction de la nature de la denrée et selon que les denrées alimentaires préemballées individuellement sont destinées à être consommées séparément ou ensemble.